



Appropriation du numérique et gouvernance au Burkina Faso : logiques, enjeux et défis

GOUBA Firmin

Université Joseph KI-ZERBO

Ouagadougou - Burkina Faso

firmingouba24@yahoo.fr

Résumé

Cet article analyse les logiques et modalités d'appropriation du numérique au Burkina Faso, à travers l'action des institutions publiques, la participation citoyenne et les dynamiques de gouvernance. En mobilisant un corpus constitué de publications officielles, de campagnes en ligne et de mobilisations citoyennes sur les réseaux sociaux entre 2015 et 2024, l'étude met en évidence trois principaux résultats. D'abord, les institutions burkinabè recourent au numérique pour moderniser la communication publique, mais ces initiatives se heurtent à des limites structurelles et organisationnelles. Et, les citoyens investissent les réseaux sociaux numériques (Facebook, WhatsApp, Twitter) comme espaces d'expression, de contrôle et de mobilisation, révélant à la fois un potentiel démocratique et des risques de désinformation. Enfin, la gouvernance numérique reste traversée par des tensions entre ouverture et contrôle, transparence et surveillance, participation et restriction. L'article conclut sur la nécessité de penser le numérique comme un enjeu politique et citoyen et ouvre des pistes pour renforcer les pratiques démocratiques à l'ère digitale.

Mots-clés : Burkina Faso, Gouvernance, Numérique, Participation citoyenne, Réseaux sociaux.

Abstract

This article analyzes the logics and modalities of digital appropriation in Burkina Faso through the actions of public institutions, citizen participation, and governance dynamics. Based on a corpus composed of official publications, online campaigns, and citizen mobilizations on social networks between 2015 and 2024, the study highlights three main findings. First, Burkinabe institutions increasingly use digital tools to modernize public communication, yet these initiatives face structural and organizational limitations. Second, citizens engage with digital social networks (Facebook, WhatsApp, Twitter) as spaces for expression, accountability, and mobilization, which reveals both democratic potential and risks of misinformation. Finally, digital governance remains subject to tensions between openness and control, transparency and surveillance, participation and restriction. The article concludes that digital technologies should be understood as both political and civic issues, and opens perspectives for strengthening democratic practices in the digital era.

Keywords: *Burkina Faso, Governance, Digital, Citizen participation, Social networks*



Introduction

Depuis une dizaine d'années, le Burkina Faso connaît une expansion remarquable de l'usage des technologies numériques dans l'espace public, tant au niveau institutionnel que citoyen. Les réseaux sociaux numériques, en particulier Facebook, Twitter/X et WhatsApp, se sont imposés comme des arènes centrales d'expression, de mobilisation et de régulation sociale. Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus large, où le numérique devient un espace de recomposition de l'action politique et citoyenne en Afrique (A., Moussa, 2019 ; S., Ngomba, 2023). Loin d'être neutre, ce processus d'appropriation du numérique par les acteurs institutionnels et sociaux met en lumière des logiques multiples : affirmation du pouvoir, contestation, participation citoyenne ou encore détournement des outils à des fins de manipulation (M., Castells, 2012 ; D., Cardon, 2010).

Plusieurs événements illustrent concrètement ce phénomène au Burkina Faso. Lors de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, Facebook et Twitter ont joué un rôle central dans la mobilisation contre le régime de Blaise Compaoré. Ils ont permis la diffusion rapide d'images et de mots d'ordre, en particulier via les pages de mouvements comme le Balai citoyen (M-S., Frère & M., Engueleguele, 2016). En septembre 2015, la résistance au putsch du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) s'est également organisée sur Facebook et WhatsApp, où circulaient des mots-clés tels que #Lwili et des appels à manifester (A., Tandia, 2021). Plus récemment, en janvier

2022, le gouvernement de transition a ordonné une suspension de l'accès à Facebook pendant plusieurs semaines, illustrant la tension entre volonté de contrôle étatique et liberté d'expression en ligne (Institut PANOS, 2022).

Ces exemples montrent que l'appropriation du numérique au Burkina Faso est en même temps un vecteur d'opportunités démocratiques et un espace de confrontation politique. Comme l'ont souligné plusieurs auteurs, les réseaux sociaux numériques ouvrent de nouvelles perspectives pour la participation et la redevabilité en Afrique, tout en renforçant les risques de surveillance et de restriction des libertés (Alzouma, 2017 ; Nyabola, 2018). Cela soulève une question centrale : dans quelle mesure ces outils transforment-ils la gouvernance et les rapports entre institutions et citoyens au Burkina Faso ?

1. Dynamiques d'interrogation autour de la gouvernance numérique au Burkina Faso

L'essor rapide du numérique au Burkina Faso ouvre un champ d'interrogations complexes sur ses usages, ses finalités et ses effets sociaux et politiques. Loin d'être un simple outil technique, le numérique s'impose aujourd'hui comme un dispositif stratégique de gouvernement, de participation et de régulation des rapports entre l'État et les citoyens. Les institutions publiques, soucieuses de moderniser leurs pratiques et de renforcer leur légitimité, perçoivent les technologies numériques comme un levier de transparence, d'efficacité et de communication directe avec la population. Dans le même temps, les citoyens et les acteurs sociaux s'en saisissent pour exprimer leurs opinions, dénoncer les dysfonctionnements de l'action publique et



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

mobiliser autour de causes collectives. Ces usages pluriels traduisent une double dynamique : d'un côté, la quête d'une gouvernance plus ouverte et participative, et de l'autre, la persistance de logiques de contrôle, de hiérarchisation et de surveillance.

Cette tension entre innovation et régulation, ouverture et contrôle, traduit les contradictions inhérentes à la transformation numérique dans un contexte marqué par la fragilité institutionnelle, la montée de l'insécurité et la recomposition des légitimités politiques. Dès lors, la réflexion centrale qui oriente cette recherche interroge dans quelle mesure l'appropriation du numérique au Burkina Faso transforme les logiques de gouvernance, de participation citoyenne et de rapport au pouvoir, tout en révélant des contradictions entre ouverture démocratique et contrôle politique. Autrement dit, il s'agit de comprendre comment le numérique redéfinit les frontières entre l'État et la société, entre communication institutionnelle et expression citoyenne, entre modernisation et résistance.

Cette problématique générale se décline en plusieurs interrogations complémentaires. D'abord, quelles sont les logiques et modalités d'appropriation du numérique par les institutions burkinabè dans leurs pratiques de gouvernance ? Ensuite, comment l'usage des technologies numériques favorise-t-il la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité publique ? Par ailleurs, de quelle manière les citoyens et acteurs sociaux s'approprient-ils ces outils pour produire de nouvelles formes de mobilisation et de participation ? Enfin, quels défis marquent la gouvernance numérique au Burkina Faso dans un contexte où les politiques de transformation digitale coexistent avec des

pratiques de contrôle politique et de régulation de l'espace en ligne ?

L'analyse repose sur l'hypothèse générale selon laquelle l'appropriation du numérique transforme profondément les logiques de gouvernance, de participation citoyenne et de rapport au pouvoir, tout en générant des tensions entre l'ouverture démocratique promise et les logiques de contrôle politique persistantes. Quatre hypothèses dérivées permettent d'affiner cette perspective. D'une part, les stratégies institutionnelles de communication numérique tendent à reproduire une approche descendante de la diffusion de l'information, au détriment d'une logique participative. D'autre part, l'accès croissant des citoyens aux réseaux sociaux numériques renforce leur capacité d'interpellation, de participation et de demande de redevabilité vis-à-vis des autorités publiques. Parallèlement, l'appropriation citoyenne du numérique alimente des formes d'action collective, de contestation politique et de détournement symbolique des dispositifs de communication officielle. Enfin, les politiques publiques de numérisation et les pratiques de régulation de l'espace numérique engendrent des tensions dans la gouvernance, oscillant entre volonté de modernisation et restriction des libertés numériques.

Dans cette perspective, l'objectif général de la recherche est d'analyser les dynamiques d'appropriation du numérique au Burkina Faso et leurs effets sur la gouvernance, la participation citoyenne et les rapports entre institutions et société. Quatre objectifs spécifiques soutiennent cette démarche. Il s'agit, premièrement, d'identifier les modalités d'appropriation institutionnelle du numérique dans les pratiques de communication et de



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

gouvernance ; deuxièmement, d'évaluer les conditions dans lesquelles l'usage des technologies numériques favorise la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité ; troisièmement, d'examiner les formes d'appropriation citoyenne des outils numériques, notamment dans les pratiques de mobilisation, de contestation ou de réinvention des usages ; enfin, de mettre en évidence les principaux défis, qui caractérisent la gouvernance numérique burkinabè contemporaine.

Ainsi formulée, la réflexion vise à articuler une lecture critique du numérique comme espace d'action et de pouvoir, tout en mettant en lumière la dialectique entre innovation technologique et recomposition politique au sein des institutions et de la société burkinabè.

2. Méthodologie

L'étude des logiques d'appropriation du numérique au Burkina Faso requiert une démarche méthodologique capable de saisir en même temps les discours institutionnels, les pratiques citoyennes et les dynamiques de gouvernance. En effet, les usages numériques ne se limitent pas à des innovations techniques ; ils renvoient à des rapports de pouvoir, à des enjeux de communication publique et à des formes de participation sociale. Une méthodologie, privilégiant une approche qualitative, apparaît dès lors pertinente pour appréhender ces phénomènes dans leur complexité.

Cette démarche vise à la fois à décrire les faits, et à en comprendre les logiques sous-jacentes et les tensions qu'ils révèlent. Elle permet d'articuler l'analyse des politiques publiques et des dispositifs institutionnels avec celle des

mobilisations sociales et des usages ordinaires du numérique. Le choix méthodologique se justifie également par la nécessité de croiser différentes sources de données afin de produire une compréhension nuancée et contextualisée de la gouvernance numérique au Burkina Faso.

Le corpus de notre travail est composé de trois ensembles de données complémentaires :

- Les documents institutionnels : communiqués officiels, pages Facebook et comptes Twitter de ministères et institutions publiques (2015-2024).
- Les mobilisations citoyennes en ligne : campagnes numériques liées à des événements politiques majeurs, tels que l'insurrection populaire de 2014 et les contestations sociales relayées via Facebook, WhatsApp et Twitter.
- Les témoignages et récits d'acteurs : recueillis à travers des entretiens semi-directifs auprès de responsables institutionnels, de journalistes, de responsables d'ONG et d'utilisateurs actifs sur les réseaux sociaux.

Cette délimitation temporelle (2015-2024) permet de situer l'analyse dans un contexte marqué en même temps par l'essor du numérique, la transformation des usages communicationnels et l'évolution des débats sur la gouvernance.

Pour répondre aux objectifs de la recherche et garantir la triangulation des données, trois principales techniques de collecte ont été mobilisées : les entretiens semi-directifs, l'observation des réseaux sociaux et l'analyse documentaire.

Dans un premier temps, **des entretiens semi-directifs** ont été conduits auprès de vingt (20) acteurs identifiés pour leur



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

rôle central dans l'appropriation et la régulation du numérique. L'échantillon se composait de six (6) fonctionnaires issus de ministères et d'agences en charge de la communication et de la gouvernance numérique, de cinq (5) militants associatifs engagés dans la promotion de la citoyenneté et de la redevabilité en ligne, de cinq (5) journalistes spécialisés dans les questions politiques et numériques, ainsi que de quatre (4) influenceurs suivis pour leur impact dans le débat public. La sélection des participants reposait sur trois critères : leur expérience et expertise dans le domaine, la diversité des perspectives représentées, et leur visibilité sociale ou institutionnelle. La technique d'échantillonnage retenue combinait une approche raisonnée (purposive sampling) et un effet boule de neige (snowball sampling), certains enquêtés ayant recommandé d'autres acteurs clés.

En complément, **une observation systématique des réseaux sociaux numériques** a été réalisée, ciblant les plateformes les plus utilisées au Burkina Faso, à savoir Facebook, Twitter/X et WhatsApp. L'analyse a porté sur dix (10) pages Facebook de mouvements citoyens, d'institutions publiques et de médias, sur cinq (5) comptes Twitter/X appartenant à des acteurs politiques et associatifs influents, ainsi que sur cinq (5) groupes WhatsApp identifiés comme espaces d'échanges et de mobilisation. Les critères retenus pour le choix de ces espaces numériques concernaient le niveau d'audience (nombre de followers ou de membres), la pertinence thématique (focalisation sur des enjeux politiques, citoyens ou de gouvernance) et l'activité régulière (fréquence des publications et interactions). Cette observation, menée selon une approche non participante,

visait à documenter les pratiques discursives, les logiques de mobilisation et les dynamiques d'interaction numérique.

Enfin, une **analyse documentaire** a permis d'enrichir les données empiriques par des sources secondaires. Les documents retenus incluaient des rapports institutionnels (textes officiels, documents stratégiques et rapports gouvernementaux relatifs à la gouvernance numérique), des productions de la société civile (rapports d'ONG, communiqués et publications de mouvements citoyens), ainsi que des travaux académiques et articles scientifiques portant sur les usages numériques en Afrique de l'Ouest. La presse nationale, qu'elle soit écrite ou en ligne, a également constitué une source précieuse pour documenter les événements marquants tels que l'insurrection de 2014, le putsch de 2015 ou les transitions politiques récentes. La sélection des documents s'est appuyée sur leur fiabilité, leur pertinence thématique et leur période de publication, privilégiant les textes produits entre 2014 et 2024. L'échantillonnage, raisonné (purposive sampling), visait à garantir la représentativité des documents les plus significatifs pour l'analyse.

Ainsi, la combinaison de ces trois techniques, entretiens, observation et analyse documentaire, a permis de croiser les sources, d'assurer la robustesse des données et d'obtenir une compréhension fine des logiques d'appropriation du numérique et de leurs implications sur la gouvernance au Burkina Faso.

L'analyse s'appuie sur une approche thématique et inductive permettant d'identifier les logiques d'appropriation et les tensions liées à l'usage du numérique. Trois étapes structurent ce travail :



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

- Codage thématique des données issues des documents, observations et entretiens, autour des catégories principales de la recherche : appropriation institutionnelle, participation citoyenne, mobilisation/détournement, tensions de gouvernance.
- Mise en relation des données afin de dégager des régularités et des divergences entre discours institutionnels et pratiques citoyennes.
- Interprétation critique des résultats en les confrontant aux cadres théoriques mobilisés.

Cette démarche permet d'articuler une analyse empirique solide à une lecture critique des enjeux sociaux et politiques du numérique au Burkina Faso.

3. Cadres de référence théorique

L'analyse de l'appropriation du numérique au Burkina Faso s'inscrit à l'intersection de plusieurs cadres théoriques complémentaires permettant de comprendre en même temps les dynamiques institutionnelles, citoyennes et politiques.

- **Théorie de l'appropriation des technologies**

Les travaux de R., Silverstone et E., Hirsch (1992) puis de D., Miller et D., Slater (2000) ont montré que l'adoption des technologies numériques ne se réduit pas à un transfert technique. Celle-ci constitue au contraire un processus d'appropriation sociale, traversé par des pratiques de réinvention, de détournement et de contextualisation. Dans le cas africain, plusieurs auteurs (N., Nyamnjoh, 2015 ; D., Moyo, 2020) soulignent que les usages numériques s'ancrent

dans des logiques hybrides, combinant innovation locale, contraintes structurelles et rapports de pouvoir. Ce cadre permet d'interroger la manière dont les institutions burkinabè intègrent ou contournent les outils numériques et comment les citoyens les redéfinissent dans leurs mobilisations.

- **Théorie de l'espace public numérique**

S'inspirant de J., Habermas (1962), les recherches sur l'« espace public numérique » (Z., Papacharissi, 2010 ; D., Cardon, 2019) considèrent les réseaux sociaux numérique comme de nouveaux lieux de délibération et de confrontation d'opinions. Toutefois, cet espace est fragmenté, traversé par des inégalités d'accès et marqué par des logiques de viralité qui peuvent autant renforcer la transparence que favoriser la désinformation. Ce cadre théorique permet d'examiner la participation citoyenne en ligne au Burkina Faso et les tensions entre idéal délibératif et réalités communicationnelles.

- **Approches de la gouvernance numérique**

La notion de gouvernance numérique (UNDP, 2019 ; OECD, 2020) renvoie aux processus par lesquels les États mobilisent les technologies numériques pour améliorer la transparence, la redevabilité et l'efficacité des institutions. Elle inclut également les dispositifs de régulation et de contrôle mis en place pour encadrer les usages citoyens. Dans le contexte burkinabè, marqué par des crises politiques et sécuritaires récurrentes, cette approche éclaire les contradictions entre discours de modernisation (e-gouvernance, open data, digitalisation des services publics)



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

et pratiques de restriction (coupures d'Internet, surveillance des communications).

- **Théories critiques de la communication en contexte africain**

Enfin, les perspectives critiques développées par des chercheurs africains (F., Banda, 2009 ; F., Nyamnjoh, 2015) invitent à analyser le numérique non seulement comme outil technique, mais comme espace de luttes symboliques, de négociation identitaire et de recomposition du pouvoir. Ces approches permettent de comprendre pourquoi les mobilisations en ligne au Burkina Faso oscillent entre dynamique d'émancipation et contraintes structurelles liées à l'instabilité politique, à la dépendance technologique et aux inégalités socio-économiques.

En somme, le croisement de ces cadres théoriques offre une grille d'analyse plurielle pour appréhender l'appropriation du numérique au Burkina Faso : comme processus d'intégration et de réinvention, comme espace public fragmenté, comme instrument de gouvernance, mais également comme terrain de tensions et de résistances.

4. Fondements conceptuels et perspectives critiques sur le numérique et la gouvernance

Cette revue synthétise et discute les principaux apports scientifiques sur les rapports entre communication numérique et gouvernance en Afrique subsaharienne, avec un focus sur le Burkina Faso. Elle met en évidence des convergences, des angles morts et des controverses méthodologiques et théoriques autour de quatre axes : (1) l'appropriation institutionnelle du numérique ; (2) La

participation, la transparence et la redevabilité ; (3) les détournements, les contre-usages et les mobilisations ; (4) la gouvernance numérique entre obstacles, tensions et contradictions.

- **Appropriation du numérique par les institutions : modernisation affichée, interaction limitée**

Les travaux sur la communication publique à l'ère numérique soulignent une transformation structurelle des relations entre institutions et publics : passage de formats broadcast à des configurations plus hybrides et réticulaires (B., Miège, 2007 ; I., Pailliart, 2010 ; T., Libaert, 2016). En théorie, cette mutation devrait favoriser l'interactivité, la coproduction d'information et l'écoute (D., Cardon, 2010). Concrètement, de nombreuses études en Afrique francophone décrivent des usages faiblement dialogiques, où le numérique sert d'abord à viser la visibilité et la légitimation plutôt qu'à ouvrir des délibérations (F., Eboko, 2020 ; M., Cissé, 2020).

Pour le Burkina Faso, les rares travaux disponibles (A., Kaboré, 2022 ; B., Zongo, 2023 ; S., Ouédraogo, 2019) convergent : la présence numérique des institutions (sites, pages Facebook, comptes X/Twitter) s'est accrue, notamment en contexte de crise (sécuritaire, sanitaire), mais demeure centralisée, verticale et peu responsabilisée (modération unidirectionnelle, faible considération des commentaires). La littérature note ici un décalage entre discours de modernisation (e-services, transparence) et dispositifs concrets (publication sans interaction, rationalité instrumentale).

Mais, on constate peu d'analyses comparatives intra-administrations (différences ministères/collectivités), une



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

faible attention aux capacités numériques des agents (formation, ressources), et une faible mesure des effets organisationnels (réingénierie des processus, circulation interne de l'information).

- **Participation citoyenne, transparence et redevabilité**

Le corpus sur l'e-gouvernance soutient que le numérique peut renforcer transparence et redevabilité (J. C., Bertot et *al.*, 2010 ; A., Chadwick, 2013 ; P., Le Galès, 2011). En Afrique de l'Ouest, des études documentent des usages citoyens qui interpellent l'État et exigent des comptes via réseaux sociaux et plateformes ouvertes (J-P., Kamdem, 2021 ; C., Nallet, 2022). Au Burkina Faso, la littérature évoque des mobilisations diffuses, des campagnes de dénonciation et des appels à l'ouverture des données (M., Cissé, 2020 ; S., Ouédraogo, 2019).

Toutefois, plusieurs auteurs mettent en évidence le paradoxe de la participation : abondance d'expressions en ligne, mais faible institutionnalisation des mécanismes d'écoute et de réponse (F., Heinderyckx, 2015 ; B., Lemoine, 2013). La participation reste souvent symbolique si elle n'est pas reliée à des dispositifs procéduraux (consultations, retours motivés, suivi des engagements). En outre, les inégalités d'accès et de compétences numériques réduisent la portée inclusive des dispositifs (F., Granjon & J., Denouël, 2016).

Les insuffisances sont relatives à peu de mesures d'impact sur les décisions publiques (traçabilité des contributions politiques), une faible granularité socioterritoriale (urbain/rural), et à un manque d'indicateurs de redevabilité numérique (délai de réponse, qualité, exhaustivité).

- **Détournements, contre-usages et mobilisations**

La littérature sur les usages sociaux du numérique en Afrique insiste sur la créativité des acteurs (J., Jouët, 2000 ; F., Granjon & J., Denouël, 2016) et sur l'émergence d'arènes alternatives de débat et de mobilisation (A., Tandia, 2015 ; A., Mbodj-Pouye, 2019 ; S., Mendy, 2021). Au Burkina Faso, plusieurs travaux et témoignages empiriques décrivent l'essor d'activismes connectés, de journalismes indépendants en ligne et de collectifs citoyens exploitant Facebook, WhatsApp, YouTube pour l'alerte, la solidarité ou la dénonciation (C., Sibé, 2023 ; A-J., Tudesq, 2002, pour une perspective historique sur médias et pouvoir).

Cette vitalité coexiste avec des risques informationnels : désinformation, rumeurs, harcèlement, campagnes de propagande et d'astroturfing, qui fragilisent la qualité délibérative de l'espace public (F., Eboko, 2020 ; M., Cissé, 2020). La dynamique de viralité peut amplifier des cadrages émotionnels au détriment d'analyses étayées, compliquant la vérification et la confiance.

Sur ce point, on peut regretter un manque d'études longitudinales sur la durabilité des mobilisations numériques (effet agenda vs effet politique), une sous-investigation des écosystèmes techniques (algorithmes, modération, monétisation) qui conditionnent la visibilité des causes.

- **Gouvernance numérique : entre ouverture proclamée et sécurisation des communications**

Les analyses de la gouvernementalité et des politiques de contrôle rappellent que le numérique peut être instrumentalisé pour orienter les conduites et sécuriser le récit officiel (M., Foucault, 1994 ; M., Dean, 2010 ; B., Miège,



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

2007). En Afrique, plusieurs auteurs constatent une ambivalence : des dispositifs d'ouverture (e-services, portails) coexistent avec des restrictions, des coupures, une criminalisation de certains contenus (Y., Badou, 2017 ; L., Monnoyer-Smith, 2011 ; F., Douzet, 2018 ; F., Eboko, 2020). Pour le Burkina Faso, la littérature mentionne des épisodes de suspension de plateformes et des cadres juridiques ambigus (M., Cissé, 2020 ; C., Nallet, 2022), nourrissant une tension entre exigences de sécurité et droits numériques.

La conséquence est un espace public fragmenté où la défiance croissante envers les sources officielles côtoie la volatilité des mobilisations. Cette configuration limite la routinisation de la participation et entretient la concurrence entre légitimité étatique et contre-légitimités citoyennes.

Mais, il y a peu d'évaluations des coûts socio-économiques des restrictions (coupures), une faible analyse des capacités régulatrices indépendantes (autorités de protection des données, médiateurs) et de la coopération État-OSC-plateformes.

Points de consensus, controverses et lacunes transversales

Trois constats se dégagent de manière transversale :

- **Consensus** : la numérisation de la communication publique ne suffit pas à elle seule à produire de la délibération et de la redevabilité. Sans dispositifs procéduraux et sans culture d'écoute, les usages restent instrumentaux (T., Libaert, 2016 ; D., Cardon, 2010 ; M., Cissé, 2020).
- **Controverses** : l'évaluation des effets démocratiques des réseaux est disputée. Certains soulignent des avancées (visibilité des causes, veille citoyenne),

d'autres insistent sur la polarisation et la désinformation qui minent l'espace délibératif (F., Eboko, 2020 ; F., Heinderyckx, 2015).

- *Lacunes* : (i) Burkinabè-centrique : littérature encore parcellaire, peu d'études empiriques systématiques et longitudinales ; (ii) Inégalités : faible considérée des dimensions genre, âge, territorialité ; (iii) Mesure : manque d'indicateurs standardisés de réactivité institutionnelle, de qualité de l'information et d'impact des mobilisations en ligne sur les politiques publiques.

Synthèse critique

La littérature disponible dessine un paysage hybride : un État qui communique plus qu'il ne délibère ; des citoyens qui mobilisent plus qu'ils n'institutionnalisent ; un cadre de gouvernance qui proclame l'ouverture tout en sécurisant l'espace numérique. Les contributions existantes sont précieuses pour comprendre ces tensions, mais elles gagneraient à être complétées par des études comparatives régionales, des enquêtes mixtes (qualitatives/quantitatives) et des protocoles d'évaluation des effets (traçabilité des contributions citoyennes → décisions, métriques de redevabilité).

Cette revue justifie ainsi l'orientation de la présente recherche : documenter empiriquement les pratiques au Burkina Faso, éprouver les promesses participatives du numérique et identifier les conditions institutionnelles et sociotechniques d'une gouvernance communicationnelle réellement inclusive.



5. Résultats et interprétation des données empiriques

L'analyse du corpus et des matériaux recueillis met en évidence une diversité de pratiques et de représentations liées à l'appropriation du numérique au Burkina Faso. Ces résultats ne se limitent pas à une simple description factuelle des usages. Cependant, ils permettent d'interroger les logiques sous-jacentes qui orientent l'action institutionnelle, la participation citoyenne et les dynamiques de gouvernance.

La confrontation des données documentaires, des observations en ligne et des entretiens révèle en même temps des convergences et des tensions : d'un côté, un usage institutionnel du numérique souvent centré sur la communication descendante et le contrôle de l'information ; de l'autre, une appropriation citoyenne marquée par des logiques de contournement, de mobilisation et de revendication. Ces pratiques se déploient dans un contexte où la gouvernance numérique reste traversée par des obstacles structurels, des contradictions politiques et une fragilité institutionnelle persistante.

Afin d'organiser l'interprétation des résultats, la présentation se structure autour de quatre axes principaux, correspondant aux questions de recherche initiales :

- Logiques et modalités d'appropriation du numérique par les institutions ;
- Participation citoyenne, transparence et redevabilité ;
- Appropriation, détournement et mobilisation citoyenne ;
- Gouvernance numérique au Burkina Faso : obstacles, tensions et contradictions.

Cette structuration permet de mettre en lumière les dynamiques contrastées qui traversent l'écosystème numérique burkinabè, tout en articulant les résultats empiriques aux cadres théoriques et aux hypothèses formulées.

5.1. Logiques et modalités d'appropriation du numérique par les institutions

Les institutions publiques au Burkina Faso ont progressivement investi les plateformes numériques comme outil de communication et de diffusion d'information. L'analyse des pages Facebook de la Présidence et des ministères montre une nette orientation vers la communication descendante : des communiqués officiels, des campagnes de sensibilisation, des appels au patriotisme et des messages de prévention y sont régulièrement diffusés. La Commission électorale nationale indépendante (CENI), lors des élections de 2020, a mis en place des dispositifs numériques d'information et de collecte de résultats partiels.

Toutefois, cette logique institutionnelle privilégie souvent la visibilité et le contrôle du message au détriment de l'interaction avec les citoyens. Les réponses aux commentaires sont rares et les espaces de dialogue restent limités. Cette appropriation traduit une vision instrumentale du numérique, perçu davantage comme vitrine de l'action publique que comme levier de participation.

5.2. Participation citoyenne, transparence et redevabilité

En parallèle, les citoyens se sont saisis du numérique comme espace de vigilance et d'interpellation des autorités. Par exemple, en mai 2021, lors des manifestations contre l'insécurité, des collectifs citoyens ont utilisé Facebook et



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

Twitter pour dénoncer l'inaction du gouvernement et coordonner des appels à rassemblement. En 2017, le hashtag #StopCorruption a interpellé les autorités sur des cas présumés de détournement. Lors de la pandémie de covid-19, des citoyens ont exigé plus de transparence sur l'utilisation des fonds à travers des campagnes en ligne.

Les réseaux sociaux apparaissent ainsi comme de nouveaux lieux de redevabilité sociale, où les citoyens interpellent directement les décideurs publics. Cependant, cette participation reste fragmentée et peu institutionnalisée.

5.3. Appropriation, détournement et mobilisation citoyenne

Les mouvements citoyens utilisent Facebook Live pour organiser des conférences interactives, et WhatsApp pour coordonner des actions de terrain. Cependant, le numérique devient aussi un espace de détournement : diffusion de fausses informations, manipulation d'images ou campagnes de désinformation parfois orchestrées par des acteurs non institutionnels. L'espace numérique burkinabè se présente ainsi comme un champ de bataille symbolique où s'opposent légitimation institutionnelle et contre-discours citoyens.

Un exemple marquant est celui des slogans gouvernementaux sur la lutte contre la corruption, détournés par des internautes en 2019 pour dénoncer des scandales politico-financiers. Ce type de mobilisation illustre la capacité des citoyens à transformer les dispositifs numériques en instruments de contre-pouvoir et de critique sociale, souvent plus efficaces que les mécanismes institutionnels de contrôle.

5.4. Gouvernance numérique au Burkina Faso : obstacles, tensions et contradictions

Enfin, l'étude révèle que la gouvernance numérique au Burkina Faso reste traversée par de fortes contradictions. D'abord, les autorités mettent en avant des politiques de modernisation numérique (comme le Plan national de développement économique et social – PNDES II, 2021-2025) qui intègrent le numérique comme vecteur de développement. Et, des pratiques de restriction de l'espace numérique subsistent, comme les coupures d'Internet observées lors de périodes de tensions politiques (par exemple en novembre 2021, lors des mobilisations contre le régime).

Ces contradictions traduisent une tension entre un discours officiel valorisant l'innovation et la participation numérique, et des pratiques de contrôle cherchant à limiter l'expression citoyenne en ligne. Cette ambivalence fragilise la confiance entre les acteurs institutionnels et les citoyens, et met en évidence les limites actuelles de la gouvernance numérique au Burkina Faso.

6. Discussion

La présentation des résultats met en évidence des dynamiques contrastées autour de l'appropriation du numérique au Burkina Faso. Cette section discute les principaux enseignements empiriques à la lumière des cadres théoriques mobilisés, en dégagant quatre axes analytiques.



6.1. Une appropriation institutionnelle marquée par la verticalité

L'analyse montre que les institutions publiques privilégient une logique descendante de communication numérique. Cette orientation s'inscrit dans une vision instrumentale du numérique, réduite à un canal de diffusion plutôt qu'à un outil de participation. À l'inverse, les citoyens s'approprient les réseaux sociaux comme espaces de contre-pouvoir et d'interpellation, en résonance avec les travaux de D., Cardon (2010) et de M., Castells (2012) sur la démocratie Internet. Ce décalage souligne un clivage structurel : alors que l'État cherche à contrôler et encadrer l'espace numérique, les citoyens y voient un lieu de liberté et d'expression critique.

6.2. Le numérique comme nouvel espace public de la redevabilité

La mobilisation citoyenne vigoureuse sur les réseaux sociaux lors des crises sécuritaires et politiques illustre la capacité du numérique à devenir un nouvel espace public de reddition de comptes. Ce constat rejoint les analyses de J., Habermas (1989) sur l'espace public comme lieu de délibération, adapté ici au contexte africain. Cependant, l'impact institutionnel de ces initiatives reste faible, faute de mécanismes de considérée. Le risque est alors celui d'une « participation symbolique », où l'expression citoyenne existe sans effet tangible sur les décisions politiques.

6.3. Dérives informationnelles et fragilisation de l'espace public numérique

La circulation de fausses informations, de rumeurs et de campagnes de désinformation constitue un défi majeur. Ces pratiques détournent l'espace numérique de sa vocation démocratique et accentuent la polarisation sociale et politique. Le cas burkinabè illustre ainsi les analyses de C., Wardle et H., Derakhshan (2017) sur l'« infodémie », où l'excès d'informations douteuses brouille la frontière entre vérité et manipulation. Les pratiques de détournement mettent également en lumière l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté numérique, qui s'expriment autant par la contestation explicite que par la dérision partagée.

6.4. Gouvernance numérique entre ouverture et contrôle

Enfin, la gouvernance numérique burkinabè révèle une contradiction structurelle. D'un côté, l'État promeut la modernisation administrative à travers le numérique ; de l'autre, il recourt à des coupures d'Internet ou à des restrictions d'accès aux réseaux sociaux lors de crises politiques ou sécuritaires. Ce double mouvement renforce la méfiance entre institutions et citoyens, et met en évidence les tensions entre une gouvernance inclusive et un contrôle autoritaire de l'espace numérique. Ces contradictions rejoignent les débats contemporains sur la « souveraineté numérique » en Afrique, où la volonté d'affirmation étatique cohabite avec la dépendance technologique et les impératifs de régulation.



7. Limites de l'étude et perspectives de recherche

Comme toute recherche, cette étude présente certaines limites qui méritent d'être signalées afin de mieux situer la portée de ses résultats.

7.1. Limites de l'étude

Tout d'abord, le corpus empirique retenu s'est limité aux publications numériques de certaines institutions publiques (ministères, Assemblée nationale, services déconcentrés) et à un échantillon de mobilisations citoyennes repérées principalement sur Facebook, Twitter et WhatsApp. Ce choix méthodologique, bien que justifié, n'épuise pas la diversité des usages numériques au Burkina Faso, notamment ceux liés aux plateformes émergentes comme TikTok ou aux applications de messagerie cryptée.

Ensuite, la temporalité de l'analyse (2015-2024) permet de rendre compte des évolutions récentes, mais ne saisit pas encore pleinement les transformations profondes de la gouvernance numérique, qui nécessiteraient un suivi longitudinal de plus longue durée.

Troisièmement, les contraintes de terrain liées à l'instabilité politique et sécuritaire ont limité l'accès à certains acteurs institutionnels et à des données officielles parfois sensibles. Cette situation a pu réduire la richesse des matériaux comparatifs, en particulier concernant les stratégies étatiques de régulation et de contrôle.

Enfin, la recherche ne prend pas suffisamment en compte la dimension genrée et les inégalités d'accès au numérique. Or, plusieurs études récentes montrent que les usages différenciés entre hommes et femmes influencent fortement

les formes d'appropriation des technologies de l'information et de la communication en Afrique.

7.2. Perspectives de recherche

Ces limites ouvrent toutefois des perspectives de recherche fécondes. D'abord, un élargissement du corpus à d'autres plateformes et à des temporalités plus longues permettrait de mieux saisir les évolutions des pratiques numériques, notamment avec la montée en puissance de TikTok et Telegram comme espaces de mobilisation politique et citoyenne.

Et, une approche comparative avec d'autres contextes africains (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Niger) offrirait des clés d'analyse pour comprendre la diversité des trajectoires de gouvernance numérique sur le continent, et les spécificités du cas burkinabè.

De plus, des enquêtes ethnographiques combinant observations en ligne et terrains hors ligne seraient nécessaires pour appréhender les articulations entre pratiques numériques et dynamiques sociales locales. Cela permettrait, par exemple, de mieux comprendre comment les populations rurales ou peu connectées s'inscrivent (ou non) dans ces dispositifs numériques.

Enfin, un approfondissement théorique autour des notions de souveraineté numérique, de citoyenneté numérique et de résistance en ligne constituerait une piste prometteuse pour enrichir l'analyse, en mettant en dialogue les cadres africains et les approches globales.



Conclusion

Notre réflexion tendait à d'analyser les logiques d'appropriation du numérique au Burkina Faso, en interrogeant en même temps les usages institutionnels, les mobilisations citoyennes et les tensions inhérentes à la gouvernance numérique. À partir d'un corpus constitué de publications officielles, de mobilisations sur les réseaux sociaux et d'entretiens exploratoires (2015-2024), nous avons mis en évidence des dynamiques contrastées.

D'un côté, les institutions publiques se sont engagées dans un processus d'intégration des outils numériques, mais selon une logique essentiellement verticale et descendante. Le numérique est ainsi mobilisé comme un vecteur de communication et de légitimation politique, plus que comme un espace d'interaction démocratique. Cependant, les citoyens, en particulier les jeunes urbains connectés, se sont approprié les réseaux sociaux comme espace de débat public, de contestation et de revendication. Les mobilisations numériques (#JusticePourNobert, #StopCorruption, #LaissezNousRespirer) illustrent cette capacité d'auto-organisation et de contre-pouvoir. Toutefois, l'absence de relais institutionnels limite encore l'impact réel de ces expressions citoyennes sur la prise de décision.

Par ailleurs, l'étude a révélé l'importance des dérives informationnelles, qui fragilisent la qualité du débat démocratique. La prolifération de rumeurs, de fake news et de campagnes de désinformation brouille la frontière entre information fiable et manipulation, accentuant la défiance et la polarisation politique. Enfin, la gouvernance numérique au Burkina Faso demeure traversée par une contradiction

fondamentale : promouvoir l'innovation technologique et la transparence, tout en recourant ponctuellement à des pratiques restrictives (coupures d'Internet, blocages de plateformes) dans les contextes de crise sécuritaire ou politique.

Ces résultats apportent plusieurs contributions théoriques et empiriques. Ils confirment que le numérique ne peut être appréhendé comme un élément technique rudimentaire, mais comme un espace de luttes symboliques et politiques où se négocient légitimité, pouvoir et participation. Ils montrent également que l'appropriation du numérique en Afrique sahélienne ne suit pas un modèle linéaire d'ouverture démocratique, mais s'inscrit dans des dynamiques hybrides, oscillant entre innovation et contrôle.

Sur le plan pratique, l'étude souligne la nécessité, pour les autorités, de dépasser une logique de communication verticale pour instaurer de véritables dispositifs de concertation numérique. Elle invite également les acteurs de la société civile à développer des stratégies d'articulation entre mobilisations en ligne et actions de terrain, afin de renforcer leur impact.

Enfin, les perspectives de recherche ouvertes par ce travail sont multiples. Elles appellent notamment à des analyses comparatives régionales, à une meilleure prise en compte des inégalités d'accès au numérique, et à une réflexion prospective sur l'impact des nouvelles technologies (intelligence artificielle, cybersécurité, big data) sur la gouvernance démocratique en Afrique.

En définitive, le cas burkinabè met en lumière les potentialités, mais également les fragilités, de l'appropriation numérique dans les sociétés africaines en transition. Le numérique apparaît moins comme un levier



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

automatique de démocratisation que comme un terrain de tensions, où se confrontent aspirations citoyennes, logiques institutionnelles et impératifs sécuritaires. La question centrale reste donc ouverte : le numérique pourra-t-il, à terme, consolider durablement la démocratie, ou restera-t-il un espace d'expérimentation précaire, soumis aux logiques contradictoires du contrôle et de l'émancipation ?

Références bibliographiques

- ALZOUMA Gado, 2016, *Technologies de l'information et démocratie en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- BADOU Yacouba, 2017, *Internet et démocratie en Afrique : entre espoirs et désillusions*, Paris, L'Harmattan.
- BERTOT John Carlo, JAEGER Paul T., & GRIMES Jennifer M., 2010, Using ICTs to create a culture of transparency : E-government and social media as openness and anti-corruption tools for societies. *Government Information Quarterly*, 27(3), 264-271. <https://doi.org/10.1016/j.giq.2010.03.001>
- CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil.
- CASTELLS Manuel, 2012, *Réseaux de l'indignation et de l'espoir : mouvements sociaux à l'ère de l'Internet*, Paris, Fayard.
- CHADWICK Andrew, 2013, *The hybrid media system : Politics and power*. Oxford, Oxford University Press.
- CISSE Mamadou, 2020, Médias sociaux et gouvernance en Afrique de l'Ouest : entre opportunités participatives et risques de désinformation. *Revue africaine de communication*, 25(2), 45-62.

- DEAN Mitchell, 2010, *Governmentality : Power and rule in modern society* (2nd éd.), London, Sage.
- DOUZET François, 2018, La géopolitique du cyberspace : menaces et enjeux. *Hérodote*, 168(1), 21-40. <https://doi.org/10.3917/her.168.0021>
- EBOKO Frédéric, 2020, *Fake news et gouvernance en Afrique*, Paris, Karthala.
- FRERE Marie-Soleil, 2019, *Médias et engagement politique en Afrique francophone*, Paris, L'Harmattan.
- FRERE Marie-Soleil & ENGUELEGUELE Maxime, 2016, *Afrique : La démocratie à l'épreuve de l'information*, Paris, Karthala.
- FOUCAULT Michel, 1994, *Dits et écrits, 1954-1988*, Vol. IV, Paris, Gallimard.
- GRANJON François & DENOUEL Jean, 2016, *Sociologie des usages*, Paris, Armand Colin.
- HEINDERYCKX François, 2015, L'espace public numérique : un horizon démocratique incertain. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 16(1), 15-28.
- Institut PANOS, 2018, *Gouvernance numérique et société civile en Afrique*, Dakar, Institut PANOS.
- JOUET Jacques, 2000, Retour critique sur la sociologie des usages. *Réseaux*, 18(100), 487-521. <https://doi.org/10.3406/reso.2000.2235>
- KABORE Alain, 2022, Communication gouvernementale et réseaux sociaux au Burkina Faso : entre modernisation et contrôle. *Revue burkinabè des sciences sociales*, 8(1), 89-110.
- KAMDEM Jean-Pierre, 2021, *Gouvernance numérique et participation citoyenne en Afrique francophone*, Paris, L'Harmattan.



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

- LE GALES Patrick, 2011, *Gouverner les grandes villes d'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LEMOINE Bernard, 2013, La démocratie participative à l'épreuve du numérique. *Hermès, La Revue*, 65(1), 121-129.
- LIBAERT Thierry, 2016, *La communication publique*, Paris, PUF.
- Mbodj-Pouye, Amadou. (2019). WhatsApp et l'écriture ordinaire en Afrique de l'Ouest. *Politique africaine*, 154(2), 59-78.
- MENDY Samba, 2021, Mobilisations numériques et société civile au Sénégal. *Afrique contemporaine*, 271(3), 45-61. <https://doi.org/10.3917/afco1.271.0045>
- MIEGE Bernard, 2007, *La société conquise par la communication*, tome 2, Grenoble, PUG.
- MILLER Daniel & SLATER Don, 2000, *The Internet : An ethnographic approach*, Oxford, Berg.
- MONNOYER-SMITH Laurence, 2011, Participation et délibération en ligne : panorama des pratiques. *Revue française d'administration publique*, 137(1), 7-19.
- MOUSSA Abdoulaye, 2020, *Réseaux sociaux et pouvoir en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.
- MOYO Dambisa, 2020, *Digital democracy ? Technology, politics and participation in emerging economies*, New York, Oxford University Press.
- NALLET Claire, 2022, Internet en Afrique : entre ouverture et contrôle. *Politique étrangère*, 87(4), 97-109. <https://doi.org/10.3917/pe.224.0097>
- NGOMBA Samuel, 2023, *Technologies numériques et gouvernance en Afrique centrale*, Paris, Karthala.

- NYABOLA Nanjala, 2018, *Digital democracy, analogue politics : How the Internet era is transforming politics in Kenya*, London, Zed Books.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OECD), 2020, *The digitalisation of science, technology and innovation : Key developments and policies*. Paris: OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/b9e4a2c0-en>
- OUEDRAOGO Sylvain, 2019, *Médias sociaux et espace public burkinabè : nouveaux enjeux pour la participation citoyenne*. *Revue africaine de communication*, 24(1), 75-92.
- PAILLIART Isabelle, 2010, *Les territoires de la communication*, Grenoble, PUG.
- PAPACHARISSI Zizi, 2010, *A private sphere : Democracy in a digital age*, Cambridge, Polity Press.
- SIBE Clément, 2023, *Activisme numérique et gouvernance au Burkina Faso : étude des campagnes citoyennes sur Facebook*. *Revue Cahiers du CERLESHS*, 40(2), 123-146.
- SILVERSTONE Roger & HIRSCH Eric, 1992, *Consuming technologies : Media and information in domestic spaces*, London, Routledge.
- TANDIA André, 2015, *Réseaux sociaux et mouvements citoyens en Afrique : le cas du Sénégal*. *Afrique et Développement*, 40(2), 137-157.
- TUDESQ Alain-Jean, 2002, *Les médias en Afrique : entre pouvoirs et contre-pouvoirs*. *Afrique contemporaine*, 204(4), 35-49.
- UNDP, 2019, *Human development report 2019 : Beyond income, beyond averages, beyond today*, New York, United Nations Development Program.



Soumission : 13/04/2025 Acceptation : 09/07/2025 Publication : 25/08/2025

WARDLE Claire & DERAKHSHAN Hossein, 2017, *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*, Strasbourg, Council of Europe.

ZONGO Brahima, 2023, Communication institutionnelle et e-participation au Burkina Faso : analyse critique des dispositifs numériques de l'État. *Communication et Société en Afrique*, 15(2), 201-220.